



Archives et Droits de l'Homme

Mai 2017

Commentaires.

Pourquoi les gens publient-ils sur Facebook ce qu'ils font? Par exemple, un homme en Thaïlande s'est filmé en train de tuer sa petite-fille puis de se suicider.

<http://electronicnewsnetwork.com/news/baby-murder-suicide-facebook-201032349/>. Un homme à Memphis, Tennessee, a allumé son téléphone pour se filmer alors qu'il s'arrosait de kérosène, allumait une allumette et se suicidait. . <http://www.stuff.co.nz/world/americas/92648925/man-commits-suicide-on-facebook-live-by-setting-himself-on-fire>.

Des vidéos de viols, "de la pornographie vengeresse " (tentatives d'utiliser des images intimes pour faire honte, humilier ou se venger d'une personne), et les décapitations de l'Etat islamique se mêlent en ligne avec des images de fêtes familiales et de chatons qui batifolent. Et toutes ces informations peuvent être téléchargées et sauvegardées dans des archives institutionnelles ou personnelles.

The Guardian a publié une série d'articles appelés «Les fichiers Facebook», basés sur «plus de 100 manuels de formation, feuilles de calcul et diagrammes» qui ont été divulgués à *The Guardian*, montrant comment Facebook traite les contenus violents sur ses pages. La société utilise des algorithmes et travaille avec l'intelligence artificielle pour aborder le problème du contenu, en essayant de trouver une ligne entre la censure et la liberté d'expression. Facebook a créé une équipe de 3'000 personnes - de plus en plus grande - pour surveiller les publications et décider quoi supprimer. Une personne a décrit le travail de modérateur: "Vous allez travailler à 9 heures du matin tous les matins, vous allumez votre ordinateur et regardez quelqu'un avoir la tête coupée. Chaque jour, chaque minute, c'est ce que vous voyez". Plusieurs organisations non gouvernementales ont également des équipes de surveillance du contenu, en particulier qui regardent les images de maltraitance des enfants. Toutes ces organisations ont des «programmes de soutien» pour soutenir le bien-être mental des modérateurs qui travaillent dans ces emplois psychologiquement stressants. (Lorsque les archivistes doivent identifier et censurer des documents pour des poursuites en matière de droits de l'homme ou traiter des dossiers provenant de commissions de vérité et de tribunaux pénaux, ces mêmes contraintes sont évidentes et les mêmes soins pour la santé des membres du personnel sont essentiels.)
<https://www.theguardian.com/news/series/facebook-files>

Facebook a déclaré à *The Guardian* qu'il «rendrait leur système plus simple pour leur signaler des problèmes, plus rapide pour nos évaluateurs afin qu'ils déterminent quels publications violent nos normes et plus facile pour qu'ils puissent contacter les forces de l'ordre si quelqu'un a besoin d'aide». Ce qui n'est pas clair, cependant, c'est la façon dont les forces de l'ordre seront en mesure d'agir sur les plaintes - ou même mener des enquêtes - si Facebook supprime vraiment le contenu. Ou Facebook désactive-t-il uniquement les liens publics, mais conserve-t-il le contenu pour être utilisé par des enquêteurs légitimes, des procureurs ou des avocats de la défense? Nous ne savons pas - ou, du moins, *The Guardian* ne nous le dit pas. Si Facebook garde l'information et la met à la disposition des forces de l'ordre, les archivistes devront finalement gérer ces preuves dans le cadre de leur responsabilité pour les dossiers de la police et des avocats. Mais si ces informations répugnantes ne sont pas disponibles pour l'utilisation de ceux qui protègent nos droits de l'homme, nous serons tous moins sécurisés et ceux qui publient, c'est-à-dire ceux encore en vie, seront libres d'offenser une fois de plus..

Nouvelles internationales.

Cour pénale internationale (CPI). Dans une communication au titre de l'article 15 à la CPI intitulée «La contribution des responsables d'entreprises de Chiquita à des crimes contre l'humanité en Colombie», la Fédération internationale des droits de l'homme et d'autres organisations non gouvernementales en Colombie et aux États-Unis ont demandé au Bureau du Procureur [OTP] "d'élargir immédiatement son examen préliminaire actuel sur la Colombie pour inclure les Suspects Chiquita et également enquêter sur ces personnes qui ont financé, fourni et, en général, apporté une contribution importante aux blocs de l'AUC [les paramilitaires Autodefensas Unidas de Colombie] qui opéraient dans la zone des plantations de bananes" en Colombie. Ils ont demandé de «surveiller de près les mécanismes et les procédures locales pertinents pour s'assurer qu'ils appliquent les normes IPC pour les enquêtes et les poursuites et ne permettent pas l'impunité continue des Suspects de Chiquita» et «si les autorités colombiennes ne peuvent ou ne veulent pas accuser et poursuivre les Suspects de Chiquita, l'OTP devrait demander l'autorisation d'enquêter sur le rôle des suspects dans le financement, la fourniture et la contribution significative aux crimes internationaux de l'AUC pour s'assurer que l'impunité ne continue pas ». Les archives de la sécurité nationale "ont fourni plus de 48'000 pages de documents internes de Chiquita à la CPI dans le cadre de la communication, y compris les dossiers financiers, les notes légales, les notes manuscrites et les témoignages secrets assermentés des responsables de l'entreprise". Dans une "section scellée", la communication a fourni les noms de 14 "Chiquita Suspects". Pour le contexte, voir HRWG News 2017-04. Pour la soumission, voir https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_chiquita.pdf; <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB593-chiquita-papers-evidence-in-icc-filing/>

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Le Bureau du Haut-Commissaire a annoncé un «partenariat» de cinq ans avec Microsoft Corporation. Une subvention de 5 millions de dollars, selon le communiqué de presse de Microsoft, sera partiellement utilisée pour développer "Rights View", un «tableau de bord d'information» qui «agrègera en grande quantité des données internationales et externes sur des pays spécifiques et des types de violations de droits en temps réel», grâce à l'utilisation du «cloud computing et de la grande analyse des données». Microsoft a également promis de «travailler en étroite collaboration avec le bureau pour aider à promouvoir l'adoption et la mise en œuvre plus larges

des Principes directeurs des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme» et appuyer la défense et la promotion des droits de l'homme et les campagnes de sensibilisation. <https://news.microsoft.com/2017/05/16/technology-for-human-rights/#w1VqXdf6xpFkG0uE.97>

Le HCDH a publié une mise à jour "des lignes directrices pour enquêter sur les meurtres illégaux dans le monde", connues sous le nom de Protocole de Minnesota. Le paragraphe 54 se lit comme suit: "Les matériaux doivent être collectés de manière systématique. Un système efficace de gestion de l'information est nécessaire pour s'assurer que tout le matériel recueilli est enregistré, analysé et stocké de manière appropriée, compte tenu des problèmes de sécurité. Ce système n'a pas besoin d'être complexe ou technologiquement avancé, mais doit être complet, cohérent et sécurisé afin de s'assurer qu'aucun matériel n'est perdu, endommagé, dégradé ou négligé; pour qu'il puisse fournir une piste d'audit qui peut démontrer que la preuve n'a pas été falsifiée; et qu'elle peut être facilement trouvée, référencée et croisée." <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21661&LangID=E>

Banque mondiale. À l'aide des données des entrevues faites pour l'Enquête nationale sur la santé aux États-Unis et des «données de recrutement tirées des rapports du Director of the Selective Service», les chercheurs ont « examiné l'impact du stress au cours de l'adolescence et du début de l'âge adulte sur la santé lors de la vieillesse en utilisant un procédé original pour le stress: risque de recrutement militaire aux États-Unis au cours de la guerre du Vietnam ». Ils ont constaté que « le stress précoce des adultes, mesuré par le risque de conscription, est associé à une mauvaise santé dans la vie ultérieure », incluant « la probabilité d'être obèse » et une « augmentation de la probabilité d'être dans une santé acceptable ou mauvaise plus tard dans la vie ». http://documents.worldbank.org/curated/en/698981494942768893/Effect-of-stress-on-later-life-health-evidence-from-the-Vietnam-war-draft?cid=DEC_PolicyResearchEN_D_INT

Organisation mondiale de la santé (OMS). Plus de la moitié de tous les décès ont une cause enregistrée, a déclaré l'OMS dans son rapport de santé mondial basé sur l'information provenant de ses 194 États membres. Le directeur général adjoint des systèmes de santé et de l'innovation a déclaré que, bien que la collecte de données s'améliore, «de nombreux pays ne collectent pas systématiquement des données sanitaires de qualité» et ce qui rend le «suivi efficace de la santé et l'élaboration des politiques beaucoup plus difficile», a déclaré *Reuters*. L'OMS «travaille avec les pays pour renforcer les systèmes d'information sur la santé et améliorer la qualité des données». <http://news.trust.org/item/20170517100754-1c4ht/>; pour le rapport, voir http://www.who.int/gho/publications/world_health_statistics/2017/en/

Monde/Nouvelles générales.

Monde des affaires. Après qu'un soldat rebelle syrien a posté sur Facebook sa photo avec une mitrailleuse lourde dans laquelle le numéro de série de l'arme était visible, les journalistes du BIRN et le projet Organized Crime and Corruption Reporting ont pu retracer l'arme jusqu'à une usine publique en Serbie où elle a été construite, puis à un marchand d'armes à Sofia, en Bulgarie, puis à l'Arabie Saoudite et au combattant. Les journalistes ont utilisé les comptes 2015 de l'usine, la licence d'exportation serbe qui garantit que "les armes seront utilisées par la partie acheteuse" (qui étaient les forces de sécurité de l'Arabie saoudite), "des documents confidentiels du ministère de la Défense de Serbie et des procès-verbaux d'une série de Réunions interministérielles "en Serbie. <https://www.occrp.org/en/makingakilling/the-coyotes-trail-a-machine-guns-path-from-serbia-to-syria/>

Tesla Motors Inc. est une société de voitures électriques. Le *Los Angeles Times* a rapporté "qu'un groupe relié aux syndicats a publié des relevés de sécurité du gouvernement" obtenus de l'US Occupational Safety and Health Administration qui "montrent un taux d'incidents de sécurité signalés dans l'usine de l'entreprise Fremont, en Californie, nettement plus élevé que la moyenne dans l'industrie automobile, jusqu'à 31% de plus en 2015. "

<http://www.latimes.com/business/autos/la-fi-hy-tesla-workplace-safety-20170524-story.html>

Après qu'un historien allemand a soutenu en 2016 que l'*Associated Press* (AP) avait été complice du régime nazi, l'AP a demandé à un universitaire externe d'examiner son travail en Allemagne pendant la période nazie. Le rapport de l'examen est maintenant publié. «La recherche a débuté il y a plus d'un an avec une analyse des archives de l'AP précédemment non examinées. Cette revue a ensuite été étendue à d'autres documents - y compris les documents militaires des États-Unis, ainsi que les antécédents oraux et les documents personnels des employés décédés », a-t-il déclaré. L'AP a déclaré qu'il reconnaissait «que l'AP aurait dû faire certaines choses différemment pendant cette période, par exemple en protestant lorsque les photos de l'AP avaient été exploitées par les nazis pour la propagande en Allemagne et en refusant d'utiliser des photographes allemands avec des affiliations politiques actives et des allégeances». Cependant, affirmer que l'AP a cherché à tout moment à aider les nazis ou leur cause odieuse est tout simplement faux. "Le rapport comprend des copies numériques de 43 documents provenant des archives de l'AP. Pour le contexte, voir HRWG News 2016-03.

<https://www.ap.org/about/history/ap-in-germany-1933-1945/>

Médical. En utilisant des données génétiques recueillies auprès de 930 femmes, «154 d'ascendance majoritairement africaine et 776 d'ascendance européenne», les chercheurs ont trouvé des différences biologiques sous-jacentes critiques entre les femmes noires et blanches atteintes du cancer du sein, a rapporté *medicalexpress.com*. Les données sont détenues par The Cancer Genome Atlas, créé par l'Institut national du cancer des États-Unis et l'Institut national de recherche sur le génome humain. Un auteur de l'étude a déclaré: «Les personnes ont longtemps associé la mortalité par cancer du sein chez les femmes noires à la pauvreté, au stress ou au manque d'accès aux soins, mais nos résultats montrent qu'une grande partie du risque accru pour les femmes noires peut être attribuée à des différences dans la biologie tumorale, qui sont probablement génétiquement déterminées. "Les résultats de l'étude devraient aboutir au développement d'un traitement scientifiquement ciblé".

<https://medicalexpress.com/news/2017-05-large-precision-breast-cancer-diagnosis.html>

Les chercheurs ont analysé les données de l'US Food and Drug Administration (FDA) sur les nouveaux médicaments et les avertissements de sécurité ultérieurs de la FDA sur les 222 médicaments sur ordonnance approuvés par la FDA de 2001 à 2010. Ils ont constaté, a déclaré *Associated Press*, que "près d'un tiers de nouveaux médicaments approuvés, ont fini des années plus tard avec des avertissements sur des effets secondaires ou des complications inattendues, parfois mortelles". Le rapport soulève "des inquiétudes quant à savoir si les nouveaux médicaments sont testés de manière approfondie avant l'approbation".

<http://www.latimes.com/science/sciencenow/la-sci-sn-fda-drugs-safety-20170509-story.html>

L'Institut Williams de l'Université de Californie, Los Angeles, School of Law, a publié *Legacies and Lessons*, "le premier rapport d'une série planifiée qui sera publié par le Projet All Survivors sur la violence sexuelle contre les hommes et les garçons dans différentes situations

de conflits armés. Huit ans après la fin du conflit armé au Sri Lanka et plus de deux décennies depuis la fin des combats en Bosnie-Herzégovine, la violence sexuelle liée aux conflits contre les hommes et les garçons reste l'une des moins documentées et des plus mal traitées des violations des droits de l'homme qui ont eu lieu au cours de ces guerres". Les chercheurs ont noté: "Au Sri Lanka et en Bosnie-Herzégovine, le manque de documentation s'est révélé être un premier obstacle essentiel à la réponse appropriée ou totale à la violence sexuelle contre les hommes et les garçons". <https://williamsinstitute.law.ucla.edu/wp-content/uploads/Legacies-and-Lessons-May-2017.pdf>

Seconde Guerre mondiale. La Société Max Planck à Munich, en Allemagne, détient des tissus cérébraux de personnes atteintes de maladies mentales assassinées par le régime nazi. La Société a annoncé que "à partir de juin, une équipe de recherche internationale d'Allemagne, d'Autriche, du Royaume-Uni et des États-Unis travaillera ensemble pour examiner les spécimens et identifier les victimes" afin qu'elles puissent être "correctement enterrées", a déclaré *Deutsche Welle*. Les chercheurs vont analyser des livres et des archives dans les instituts Max Planck, ainsi que dans les hôpitaux et les centres psychiatriques et les archives de tous les bureaux associés au programme nazi d'euthanasie". Les résultats seront recueillis dans une base de données. Pour le contexte, voir HRWG News 2017-01. <http://www.dw.com/en/german-research-organization-to-identify-nazi-victims-that-ended-up-as-brain-slides/a-38664332>

La préfecture de la police de Paris a signé un accord avec le Shoah Memorial à Paris et le Musée de l'Holocauste aux États-Unis pour donner accès aux archives des «brigades spéciales» responsables du suivi des «ennemis internes» durant le régime de Vichy en France pendant la Seconde Guerre mondiale. Les deux établissements recevront des copies numériques, mais ils ne seront pas autorisés à les rendre disponibles sur Internet, a indiqué *Radio France*. http://www.francetvinfo.fr/sciences/histoire/memoire-la-prefecture-de-police-de-paris-ouvre-ses-archives-sur-les-brigades-speciales-de-la-seconde-guerre-mondiale_2198594.html

L'agence de presse russe *Sputnik* a rapporté que le ministère de la Défense de Russie a publié sur son site web "une archive unique de documents détaillant les atrocités et la cruauté horrible perpétrées par les nazis lors de leur occupation de la ville de Kherson, en Ukraine, pendant la Seconde Guerre mondiale". <https://sputniknews.com/society/201705061053337885-nazi-occupied-kherson-report-declassified/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Arménie / Azerbaïdjan. Après que l'Azerbaïdjan "a utilisé des missiles auto-guidés pour détruire un système de missile de défense arménien dans la section sud du LoC" [Ligne de Contrôle] autour du Haut-Karabakh et que le côté arménien a réagi avec une attaque contre une caserne militaire azerbaïdjanaise, "les deux parties ont publié des vidéos détaillées des attaques", a déclaré *Crisis Watch*. Les archives militaires devraient conserver des copies des vidéos.

République centrafricaine / Ouganda. Avec le titre étonnant, «A la recherche du seigneur de la guerre, les troupes ougandaises sont parties chasser les filles», le *New York Times* a déclaré que «selon les dossiers internes des Nations Unies, les Casques bleus en République centrafricaine (RCA) ont documenté des allégations de viol, d'abus sexuel ou de harcèlement sexuel sur plus de 30 femmes et jeunes filles par des soldats ougandais "envoyés en RCA pour chasser le seigneur de la guerre Joseph Kony, le chef de l'Armée de résistance du Seigneur. L'ONU a

également déclaré qu'elle connaissait 44 femmes et jeunes filles mises enceintes par des soldats ougandais. Le chef de la mission de maintien de la paix de l'ONU a écrit aux autorités ougandaises en juin dernier déclarant qu'il possédait des rapports sur des femmes et des jeunes filles enlevées "et contraintes à devenir prostituées ou esclaves sexuelles ou de se marier avec des soldats ougandais". Un porte-parole de l'armée ougandaise a déclaré qu'ils ont examiné les allégations, que l'enquête est terminée ", qu'aucun cas de viol ou de viol légal n'a été enregistré, et qu'il n'y avait aucun plan pour soutenir les enfants laissés derrière eux. "L'Ouganda retire ses troupes de la RCA maintenant que l'Ouganda et les États-Unis ont abandonné la recherche de Kony. https://www.nytimes.com/2017/05/14/world/africa/joseph-kony-lords-resistance-army-uganda.html?_r=0

Amérique centrale / Mexique / États-Unis. Médecins sans frontières (MSF) a publié un rapport sur la violence que subissent les migrants en provenance d'Amérique centrale lorsqu'ils traversent le Mexique et tentent d'entrer aux États-Unis. En 2015, MSF a parlé avec un échantillon aléatoire de 467 migrants et réfugiés dans les «installations que l'organisation soutient au Mexique» et a recueilli les données des cliniques de MSF de 2015 à décembre 2016. Près de 40% fuyaient après «des attaques directes ou des menaces pour eux-mêmes ou leurs familles, l'extorsion ou le recrutement forcé de gangs", et plus de la moitié (56,2%) des Salvadoriens ont fui car un parent est mort de violence au cours des deux années précédentes. Plus des deux tiers des migrants et des réfugiés ont déclaré être victimes de violence pendant leur transit, dont près d'un tiers des femmes victimes de violence sexuelle.

<http://www.doctorswithoutborders.org/article/report-forced-flee-central-americas-northern-triangle-neglected-humanitarian-crisis>

France / Maroc. En 1965, le leader de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka a disparu d'une rue parisienne; son corps n'a jamais été retrouvé. Maintenant, *Maroc World News* a déclaré: «Quatre-vingt-neuf documents du Service de documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE), les anciens services externes et contre-espionnage de France, datés de 1965 à 1966, doivent être déclassifiés, a annoncé le *Journal Officiel*. La Commission du secret de la Défense nationale (CSDN), un organe administratif indépendant chargé de conseiller en matière de déclasserment des documents, a approuvé en mars la déclassification de 89 documents datés entre 1965 et 1966. "Ce n'est probablement pas l'ensemble des documents liés à l'affaire, mais c'est un début d'ouverture des archives. Merci à Jens Boel pour les nouvelles.

<http://www.rfi.fr/afrique/20170510-france-va-bientot-declassifier-documents-affaire-ben-barka>;

<https://www.morocoworldnews.com/2017/05/216180/declassified-french-documents-truth-ben-barka-disappearance/>

Géorgie / Abkhazie / Russie. L'Abkhazie est une région autonome dans le nord-ouest de la Géorgie qui a déclaré son indépendance en 2008 (non reconnue par la Géorgie). Le 18 mai, l'Abkhazie a signé un accord avec la Russie pour établir un «Centre commun d'information et de coordination des agences des affaires intérieures». L'*APSNYPRESS* a déclaré que parmi ses fonctions déclarées: « il va organiser l'échange d'informations opérationnellement significatives entre les organismes d'application de la loi de la République de L'Abkhazie et de la Fédération de Russie, ainsi que conserver les dossiers opérationnels et judiciaires nécessaires, maintenir une banque de données spéciale sur les communautés criminelles organisées, promouvoir les actions concertées nécessaires pour lutter contre les types de criminalité dangereuse qui représentent une menace pour la sécurité de la RA et RF. " <http://unpo.org/article/20114>

Libye / Royaume-Uni. Le bombardement du Real IRA de 1998 à Omagh, en Irlande du Nord, a tué 29 personnes et en a blessé 220. Après l'apparition de preuves que la Libye "a fourni à

l'IRA des millions de livres sterling et 120 tonnes d'armes, y compris Semtex," les avocats des victimes demandent une compensation de la Libye et ont demandé au gouvernement britannique "d'ouvrir ses vastes archives d'informations sur les relations de la Libye avec l'IRA", a déclaré *newsletter.co*.

<http://www.newsletter.co.uk/news/libya-ira-archive-will-help-secure-damages-for-victims-1-7982493>

Mexique / États-Unis. En utilisant les échantillons issus de corps non identifiés trouvés dans le désert de l'Arizona depuis les années 1970, les chercheurs «ont utilisé l'ADN pour analyser l'ascendance des migrants décédés le long de la frontière» et ont constaté que «les personnes ayant plus d'ascendance européenne sont plus susceptibles d'être identifiées que ceux qui ont des racines autochtones». Le problème vient, disent les chercheurs, «de la méfiance profonde des peuples autochtones au Mexique envers leur gouvernement, fondée sur une histoire d'oppression de ceux qui sont au pouvoir » et sont donc réticents à fournir des échantillons d'ADN au gouvernement pour les faire correspondre avec l'ADN des corps.

https://www.eurekaalert.org/pub_releases/2017-05/uoia-rei050317.php

Guerre au Moyen-Orient (Al-Qaïda / Irak / IS / Syrie / Yémen). L'armée américaine a déclaré qu'elle "a réexaminé la façon dont elle informe si ses bombardements quotidiens sur l'Irak et la Syrie ont tué par inadvertance des civils" et a reconnu qu'elle "n'a pas signalé 80 victimes civiles de raids aériens au cours des deux dernières années", a déclaré le *Los Angeles Times*. Un porte-parole de l'armée américaine a déclaré que les analystes «ont reconnu des anomalies après avoir utilisé des données pendant plusieurs mois», ce qui les a amenés à «réexaminer 396 rapports de victimes civiles » à partir de « rapports de son personnel, des médias, des médias sociaux, de groupes de suivi locaux et individuels ». Les groupes de défense des droits humains affirment que le nombre est beaucoup plus élevé.

<http://www.latimes.com/world/middleeast/la-fg-coalition-airstrikes-2017-story.html>

Le ministère de la Défense nationale du Canada a publié des «chiffres» montrant que «les bombes canadiennes ont manqué leurs objectifs 17 fois pendant la campagne aérienne en Irak», a déclaré *CBC News*. Les *News* a également obtenu «une série de documents, notes d'information et lignes de stratégie médiatique» du Département sur «un incident à l'extérieur de Kirkuk». Ces documents, obtenus dans le cadre de la Loi sur l'accès à l'information, soulèvent des questions sur la question de savoir s'il y a eu un problème systémique des munitions téléguidées tout au long de la campagne». On ne sait pas si les ratages ont conduit à des pertes civiles. <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-iraq-bombs-1.4108855>

Reuters a rapporté que l'Etat islamique a publié une vidéo en langue russe de 12 minutes montrant la décapitation de "ce qu'il a décrit comme un agent de renseignement russe capturé en Syrie". La vidéo a été obtenue par le SITE Intelligence Group basé aux États-Unis, qui surveille les publications extrémistes et les médias. <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2017/05/09/ISIS-releases-beheading-video-of-Russian-intelligence-officer-in-Syria.html>

IraqiNews.com a rapporté que l'État islamique (IS) "a commencé à brûler des tonnes de ses archives dans ses principaux bureaux, y compris l'hassbah (vigilantisme) et la sécurité", à l'ouest de Mossoul, en Irak. L'information provient d'un chef d'un groupe paramilitaire, qui a déclaré que IS détruit les archives "pour couvrir" les crimes commis par le groupe et dissimuler l'identité de ses sympathisants. <http://www.iraqinews.com/iraq-war/paramilitary-leader-says-burn-archives-baaj-west-mosul/>

Un nouveau rapport du Réseau syrien pour les droits de l'homme a soutenu que les forces russes «très probablement» ont appuyé les forces du régime syrien qui ont attaqué Khan Sheikhoun en utilisant des armes chimiques. L'organisation non gouvernementale a déclaré qu'elle «dépendait principalement, dans ce rapport, d'entretiens avec les survivants blessés dans l'attaque chimique, des médecins qui les ont traités, des ambulanciers paramédicaux, des témoins oculaires et des membres de la Défense civile. Des récits par les observateurs qui travaillent sur la localisation des signaux radar des avions de guerre et le suivi de la communication entre le pilote et la base aérienne à partir desquels les avions de guerre ont décollé ont été inclus dans le rapport" en plus "des images et des vidéos publiées en ligne ou celles que nous avons reçues des activistes locaux par courrier électronique et par skype, et dans les médias sociaux». Pour le contexte, voir HRWG News 2017-04. http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/We_were_Gasping_for_Air_en.pdf

L'armée américaine a attaqué une enceinte au Yémen qu'elle croyait utilisée par Al-Qaïda. Le Pentagone a déclaré que "qu'au moins" sept personnes avaient été tuées. Les responsables des États-Unis ont déclaré à *Fox News*: «Le but du raid était de ramasser le plus possible d'ordinateurs portables et de téléphones portables et d'autres informations pour en savoir plus sur AQAP [Al-Qaïda dans la péninsule arabique]. Ce n'était pas un raid pour tuer ou capturer une cible de grande valeur telle que l'émir du groupe terroriste ". <http://www.foxnews.com/world/2017/05/23/us-forces-conduct-raid-against-al-qaeda-fighters-in-yemen-7-militants-killed.html>

Russie / Ukraine. *Euromaidan Press* a publié le premier rapport de ce qu'il promet sera une série sur l'information à trouver dans les archives du KGB détenues en Ukraine. Il a rapporté que les dossiers, si "mis en une ligne", s'étendraient sur 150 kilomètres. Il a noté: «En URSS, les archives ont accumulé tous les documents sur la terreur étatique et ont servi d'outil pour sa mise en œuvre. Les chercheurs les ont étudiés comme source d'informations personnelles soigneusement recueillies qui pouvaient autrefois ruiner la vie d'une victime potentielle. <http://euromaidanpress.com/2017/05/16/ukrainians-discover-stories-of-repressed-relatives-in-newly-opened-kgb-archives/#arvlbdata>

Royaume-Uni / Irlande du Nord / États-Unis. Anthony McIntrye est l'un des historiens de l'histoire orale qui a enregistré des entrevues avec des paramilitaires dès l'époque des Troubles en Irlande du Nord. Dans une étape supplémentaire du procès qui apparemment ne finira jamais, *Belfast Telegraph* a rapporté qu'un tribunal de l'Irlande du Nord a statué que l'équipe juridique de McIntrye aurait accès à la correspondance entre le ministère public des services publics (PPS) et les autorités des États-Unis lorsque PPS a cherché à accéder aux entrevues de McIntrye déposées au Boston College aux États-Unis. Pour le contexte, voir HRWG News 2016-04 et 06. <http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/exprovo-in-boston-tapes-row-can-examine-pps-files-35752983.html>

Nouvelles nationales.

Australie. Le Conseil australien de la recherche finance un projet de trois ans à l'Université Monash et à l'Université de la Fédération de Ballarat pour «améliorer la façon dont les dossiers pour les enfants dans les systèmes de santé publique sont compilés», a rapporté *ABC News*. L'un des chercheurs, qui était autrefois un «fonctionnaire d'État», a déclaré que les enfants devraient avoir accès aux fichiers eux-mêmes: «Pourquoi un groupe de personnes aurait-il des

dossiers sur eux, enregistrant certains de leurs moments les plus personnels, auxquels ils n'ont pas accès? " <http://www.abc.net.au/news/2017-05-09/researchers-change-the-way-child-protection-records-accessed/8508422>

Brésil. Une série d'enquêtes sur la corruption a déstabilisé le gouvernement du Brésil depuis deux ans. La Cour suprême fédérale a autorisé une enquête fondée sur des preuves provenant d'un «enregistrement d'écoute électronique» publié par le journal *O Globo*. *Telesur* a signalé que sur la bande, on entend le Président accepter des "pots-de-vin importants pour gérer les retombées des scandales de corruption... et éviter qu'un témoin puissant parle de la corruption du gouvernement". L'homme qui a enregistré la réunion l'a apparemment "fait dans le cadre d'une tentative pour obtenir une négociation de peine avec les procureurs". *O Globo* n'a pas dit comment il a eu accès à l'enregistrement, mais la Cour suprême a approuvé la négociation de peine pour l'homme et son frère un jour après la publication du contenu de la bande. <http://www.telesurtv.net/english/news/Brazils-Top-Court-Suspends-Temer-Ally-Accio-Neves-from-Senate-After-Damning-Wiretap--20170518-0004.html>

Canada. La Cour suprême du Canada a entendu les arguments sur le fait que les dossiers de l'Independent Assessment Process, qui a entendu des témoignages personnels d'abus dans les pensionnats pour déterminer leur indemnisation, devraient être conservés. Pour la variété des opinions sur le sujet, voir deux rapports par *CBC News*. <http://www.cbc.ca/news/canada/saskatoon/residential-school-records-supreme-court-1.4130278>; <http://www.cbc.ca/news/canada/north/inuit-nti-supreme-court-independent-assessment-process-1.4134041>

Chine. "Le Parti communiste de Chine a créé un nouveau bureau pour améliorer la coordination des services de renseignement et des politiques au Xinjiang", région de l'Ouest du pays connue pour ses troubles, a indiqué le *South China Morning Post*. Ce sera une nouvelle série de documents à gérer pour les archivistes du Parti communiste. <http://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2093026/why-communist-party-has-created-new-bureau-xinjiang>

Croatie. Le Parlement a modifié la loi sur les archives pour donner accès à tous les documents dans les archives l'Etat existant avant le 22 décembre 1990. "La nouvelle loi prévoit que les données à caractère personnel soient disponibles immédiatement après le décès de la personne concernée, à l'exception de catégories spécialement protégées de données, telles que celles relatives aux problèmes médicaux", a déclaré *Total Croatia News*. Un membre du parti politique d'opposition a déclaré que les racines de la crise politique actuelle du pays, qui concerne l'ancienne police secrète, se trouvent dans les archives. <http://www.total-croatia-news.com/politics/18692-pre-1990-state-archives-to-be-opened>

République centrafricaine. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié les résultats de sa cartographie des violations des droits de l'homme en République centrafricaine entre 2003 et 2015, constatant «620 violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire». Le rapport expose des recommandations pour le Tribunal pénal spécial (voir ci-dessous) et une Commission de la vérité. Il est basé sur un «examen de bureau, en analysant des informations provenant de plus de 1'200 sources confidentielles et ouvertes contenues dans des documents tels que des rapports des Nations Unies, des rapports d'organisations internationales non gouvernementales (NGOS), des rapports médiatiques, des articles académiques et des livres. Pour combler les lacunes en matière d'informations prioritaires identifiées par l'examen du bureau, le projet a mené des enquêtes et des visites sur des sites d'incidents présumés dans la plupart des régions de la RCA. Les enquêteurs ont mené des entretiens avec environ 120 personnes, dont des

victimes et des témoins, des autorités de l'État, des leaders religieux et communautaires, des défenseurs des droits de l'homme et des auteurs présumés".

<http://www.ohchr.org/EN/Countries/AfricaRegion/Pages/CARProjetMapping2003-2015.aspx>

Le président "a nommé cinq juges centrafricains pour siéger au tribunal pénal spécial, créé en juin 2015 pour s'occuper des crimes commis dans le pays depuis 2003", a indiqué l'APA. Pour le contexte, voir *HRWG News 2017-01 et 02*. http://en.africatime.com/republique_centrafricaine/articles/car-five-judges-named-special-criminal-court

République Démocratique du Congo. Plus de 500 personnes ont été tuées dans la province de Kasai au cours des cinq derniers mois, a signalé la police à l'agence de presse de la DPA le 15 mai. Cela n'inclut pas les deux experts des Nations Unies qui ont été tués en mars lors d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme dans la région. L'ordinateur portable de l'un des experts de l'ONU contenait "130 documents attestant l'implication de [Clement] Kanku, ancien ministre de la Coopération et du Développement, dans les massacres perpétrés au Kasai", a déclaré le International Business Times, citant le *New York Times*. L'un des documents est «une conversation téléphonique enregistrée dans laquelle Kanku semble discuter de mettre le feu à la ville de Tshimbulu, ainsi que des assassinats ciblés d'un colonel de l'armée et d'autres fonctionnaires». Cet enregistrement a ensuite été divulgué dans les médias sociaux. Pendant ce temps, le gouvernement a déclaré "avoir obtenu une vidéo d'un téléphone portable montrant [les travailleurs de l'ONU] se faire tuer".

<http://www.aljazeera.com/news/2017/05/people-killed-dr-congo-kasai-months-170516053130364.html>;

<https://www.yahoo.com/news/congo-opens-probe-ex-ministers-role-kasai-violence-142957392.html>;

<http://www.ibtimes.co.uk/former-minister-accused-inciting-violence-drcs-kasai-after-leaked-audio-recording-1622749>

Salvador. Un juge a rouvert le cas du meurtre de l'archevêque Oscar Romero, qui a été abattu en 1980 alors qu'il célébrait la messe, a rapporté *Telesur*. L'affaire contre le principal suspect a été rejetée en 1993 "à la suite de la loi d'amnistie". Les preuves sur l'affaire sont exhaustives, telles que détaillées dans le récent livre *Assassinat d'un saint: le complot pour assassiner Óscar Romero et la quête pour amener ses tueurs à la justice* par l'un des avocats qui ont travaillé sur le procès. <http://www.telesurtv.net/english/news/El-Salvador-Judge-Reopens-Case-of-Slain-Archbishop-Romero-20170518-0029.html>

Finlande. Le gouvernement et le parlement Sami ont accepté de lancer un processus de réconciliation et de vérité, a indiqué *Yle Sapmi*. La présidente du Parlement sami a déclaré que les négociations commenceront sur «quel sera le contenu, le mandat et les ressources de la commission». Les Sami sont un peuple indigène, souvent appelés «Lapons» en français, qui vivent au nord de la Finlande et dans les pays voisins.

<https://thebarentsobserver.com/en/life-and-public/2017/05/truth-and-reconciliation-commission-may-be-launched-finland-already-after>

Inde. "Les dossiers manquants des agents IAS [Service administratif indien] et PCS [Service civil provincial] pour lesquels un fonctionnaire du gouvernement du Pendjab ont passé 16 mois en prison ont été retrouvés lors du transfert d'archives "d'anciens meubles vers de nouveaux, a indiqué *Indian Express*. Six des dossiers retrouvés «étaient liés à des mesures disciplinaires». L'homme avait été condamné pour avoir "détourné" les dossiers "afin de faire bénéficier les agents contre lesquels des plaintes avaient été déposées et des avantages indus avaient été donnés". <http://indianexpress.com/article/cities/chandigarh/punjab-lost-files-of-ias-pcs-officers-found-during-shifting-of-records/> ; pour le contexte, voir <http://indianexpress.com/article/cities/chandigarh/missing-files-former-deputy-secretary-gets-7-years-in-jail-slapped-fine-of-rs-50000/>

Israël. À l'occasion du 50e anniversaire de la guerre des Six jours de 1967, les Archives publiques d'Israël ont publié 150'000 pages de documents liés à la guerre, y compris les «procès-verbaux du cabinet de sécurité en temps de guerre et les transcriptions d'autres réunions ministérielles», a déclaré l'*AFP*.

<https://www.i24news.tv/en/news/israel/diplomacy-defense/145603-170518-israel-declassifies-six-day-war-archives>

Kenya. Une «équipe mobile d'enregistrement de cartes d'identité, dirigée par le Nubian Rights Forum avec l'aide de fonctionnaires du bureau d'enregistrement national et soutenue par des parajuristes communautaires » aide les Nubiens « à négocier avec la bureaucratie pour obtenir les cartes d'identité nationales dont ils ont besoin pour exercer leurs droits et avoir accès aux mêmes possibilités que les autres citoyens du Kenya », a déclaré *Open Society Foundations*. Les Nubiens du Kenya ont été privés de la citoyenneté automatique, et doivent au lieu "subir un ensemble distinct d'étapes administratives pour acquérir des cartes d'identité nationales à l'âge de 18 ans", un processus qui exige également de "comparaître devant un comité spécial conçu pour vérifier l'identité et le droit à la nationalité kenyane du candidat nubien". Les groupes non gouvernementaux se sont présentés devant le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant en utilisant des « données de leur projet de parajuriste communautaire, et suivant chaque cas du début à la conclusion » pour soutenir leur recommandation « que le gouvernement doit aborder la confirmation de la citoyenneté kenyane et la délivrance de documents d'identité à l'échelle nationale, en appliquant des processus transparents de manière juste et uniforme pour tous". https://www.opensocietyfoundations.org/voices/kenyas-nubian-minority-road-citizenship-remains-difficult?utm_source=news&utm_medium=email&utm_campaign=news_052017&utm_content=PdJCM2q46Zsg2lkONjYeM02vI83d3yRdPP9_BJqjrjk

Kosovo. En 2014, le parlement du Kosovo a adopté une loi reconnaissant les femmes qui ont été victimes de violences sexuelles pendant la guerre de 1998-1999, mais ce n'est qu'à fin avril cette année que le gouvernement a créé le Comité pour la vérification et la reconnaissance du statut de victime de la violence. Selon *BIRN*, les femmes peuvent «demander des réparations par écrit, sans devoir témoigner en personne de ce qu'elles ont enduré. Les survivantes ne sont pas obligées, mais peuvent soumettre des documents médicaux ou policiers comme preuve de leur viol ». La loi n'entre pas en matière pour les familles des femmes décédées à la suite de leurs viols et ne compense pas les victimes serbes du Kosovo "d'attaques de vengeance" commises après le 20 juin 1999, lorsque les forces serbes se sont retirées du Kosovo.

http://www.balkaninsight.com/en/article/agonies-of-wartime-rape-victims-endures-in-kosovo-05-28-2017-1?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=dc85bddfb-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-dcb85bddfb-319755321

Mexique. Une vidéo enregistrée à l'Etat de Puebla a montré que des soldats tiraient sur une voiture, puis ont traîné un homme, l'ont déposé dans la rue et ont tiré une «balle unique dans l'arrière de la tête de l'homme». La vidéo a été rendue publique par l'agence de presse *Diario Cambio*, a rapporté le *Los Angeles Times*. Le procureur général a déclaré que l'incident serait enquêté. Le Département de la Défense a déclaré: «qu'il coopérerait pleinement, mais s'est demandé si la vidéo était « authentique ou modifiée ». <http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fig-mexico-execution-20170510-story.html>

Myanmar. Un rapport de l'UNICEF, basé sur le recensement et le logement de la population de 2014 du Myanmar, son enquête démographique et sanitaire de 2015-16 et les dossiers administratifs de l'UNICEF Myanmar, a déclaré que, malgré les progrès réalisés depuis 2010, «jusqu'à 150 enfants meurent tous les jours avant leur cinquième anniversaire ; 30 pour cent de

tous les enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition modérée à sévère et un enfant sur cinq est né sans enregistrement ». En rappelant à nouveau l'importance des archives des agences des Nations Unies, le rapport indique qu'un groupe de travail coprésidé par l'UNICEF "a documenté, vérifié et signalé des violations graves contre les enfants par toutes les parties au conflit depuis 2007". Et l'UNICEF note que les efforts pour améliorer les conditions des enfants au Myanmar sont l'accès à des « données provenant de nouvelles sources d'information - notamment le recensement de 2014 et l'Enquête démographique et de santé de 2016 ». La protection de ces documents dans les archives du Myanmar est essentielle.

https://www.unicef.org/myanmar/media_26518.html

Le Président du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, conformément à sa résolution de mars, a nommé trois experts à une mission d'enquête pour "établir les faits et les circonstances des violations présumées des droits de l'homme et abus commis par les forces militaires et de sécurité au Myanmar, en particulier dans l'État de Rakhine" et a exhorté le gouvernement "à coopérer pleinement avec la mission d'enquête en mettant à sa disposition les résultats de ses enquêtes nationales". <http://www.pressreleasepoint.com/president-human-rights-council-appoints-members-fact-finding-mission-myanmar>

Népal. Un nouveau rapport produit conjointement par le Centre international pour la justice transitoire et l'Institut Martin Chautari, deux institutions non gouvernementales, sur le «besoin continu de vérité» déclare que les Népalais ont des opinions mitigées sur les deux commissions officielles de vérité, certains ne sachant même pas qu'elles existent: "Parmi ceux qui ont entendu parler des commissions de vérité, certains les considèrent comme profondément défectueuses, tandis que d'autres espèrent pouvoir aider les victimes à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent localement pour trouver la vérité [ce qui s'est passé] et faire en sorte que leurs histoires fassent partie des archives officielles sur le conflit".

https://www.ictj.org/news/nepal-victims-truth?utm_source=International+Center+for+Transitional+Justice+Newsletter&utm_campaign=0fcb40faa9-World+Report+May+2017&utm_medium=email&utm_term=0_2d90950d4d-0fcb40faa9-237813513

Le *Himalayan Times* a rapporté qu'il « est indécis de qui - la Commission de vérité et de réconciliation ou la Commission d'enquête sur les personnes disparues forcées [CIEDP] - traitera des 150 cas de «disparition» de l'époque de l'insurrection». Le problème, a déclaré un porte-parole de CIEDP, est que les familles "ont déclaré au bureau du greffe local que ces personnes étaient mortes pendant l'insurrection maoïste avec l'espoir d'obtenir un soutien financier" qui avait été offert par le gouvernement ; ils ont obtenu des certificats de décès bien que "leurs proches aient disparu (de force) et on ignore encore l'endroit où ils se trouvent. "Il a déclaré qu'il fallait agir pour qu'un tribunal change les "morts" en personnes "disparues".

<https://thehimalayantimes.com/nepal/will-deal-disappearances-registered-death-cases/>

Nigeria. Les entretiens de l'Agence de presse du Nigéria donnent un aperçu des problèmes d'archives dans le pays. Un avocat a déclaré que "la mauvaise tenue des dossiers par certains organismes de sécurité avait affecté leurs capacités de lutte contre le crime" et qu'il "n'y avait pas de documentation sur les criminels et les crimes dans certains postes de police". Cependant, le directeur militaire des Archives de l'armée nigériane a déclaré: « L'armée nigériane est très sérieuse au sujet de la tenue des dossiers; à la fois pour la promotion, la mise en lice et d'autres choses ». Le président de la Société des archivistes nigériens a déclaré que la Société est prête à aider la police de Nigéria: "Une des façons dont nous pouvons stabiliser la société est d'aider la

Force de police du Nigéria à créer une base de données et des documents pour garder un registre des criminels." <https://www.pmnewsnigeria.com/2017/05/19/nigerian-archivists-assist-npf-improve-archives/>
<http://thenationonlineng.net/archivist-lawyer-others-harp-effective-crime-record-keeping/>

Pérou. *Telesur* a signalé que l'Organisation nationale andine et amazonienne des femmes indigènes du Pérou «a porté le cas des stérilisations de masse» à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Le programme de "Contraception chirurgicale volontaire" que le Pérou a menée entre 1995 et 2000 a été forcée et non volontaire. Il "a particulièrement affecté les pauvres autochtones Quechua vivant dans des zones rurales qui ne pouvaient pas comprendre les documents écrits en espagnol qu'ils ont été obligés de signer avant l'opération". Jusqu'à présent, les tribunaux du Pérou n'ont pas exigé de l'État qu'il indemnise les victimes. Pour le contexte, voir HRWG News 2016-12.
<http://www.telesurtv.net/english/news/Perus-Indigenous-Women-Bring-Forced-Sterilizations-Case-to-UN-20170510-0022.html>

Philippines. La Commission des droits de l'homme (CHR) a effectué une «inspection surprise» à la station 1 du district de police de Manille et a trouvé une cellule de détention secrète occupée par neuf hommes et trois femmes. Le CHR a déposé une plainte auprès du Bureau de l'Ombudsman contre les agents. Ils ont "noté que les noms des 12 détenus n'étaient pas dans le journal de bord de la station", a déclaré *Philstar Global*. <http://www.philstar.com/headlines/2017/05/10/1698620/manila-cops-charged-over-secret-cell>

Roumanie. *Le Croix* a publié un article sur les archives de la Securitate, la police secrète de l'époque communiste. Le directeur de l'Institut d'enquête sur les crimes du communisme s'est plaint que, bien que les archives de la Securitate soient disponibles pour la recherche (bien que partiellement détruites après la chute du régime de Ceausescu en 1989), les archives de l'armée et du ministère de la Justice ne peuvent être "recherchées librement" et même si la législation autorise l'accès, "il n'y a pas de volonté historique ou civique d'ouvrir les archives". <http://www.lacroix.com/Monde/Europe/archives-Securitate-roumaine-2017-05-10-1200845923>

Sud-Soudan. La Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (UNMISS) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont publié un rapport sur les violations et abus des droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire commises dans et autour de la ville de Yei. "UNMISS a documenté 114 cas de meurtres arbitraires de civils par des milices armées et a déclaré que le Sud-Soudan a un «niveau d'impunité surprenant». Le rapport était basé sur des entretiens, «corroboré par l'ensemble des informations crédibles recueillies, y compris les images satellitaires». http://www.ohchr.org/Documents/Countries/SS/UNMISSReportJuly2016_January2017.pdf

Espagne. Suite à une mission du Parlement européen en Espagne, l'Église catholique espagnole et les ministères de la Santé et de la Justice "ont accepté d'ouvrir leurs archives aux parents qui croient que leurs enfants ont été volés à la naissance", a déclaré *BBC News*. À partir de la fin des années 1930, le régime de Francisco Franco a retiré les bébés de familles jugées «indésirables» ; «on pense que des milliers d'enfants ont été enlevés à leurs familles». Merci à Antoon de Baets pour les nouvelles. <http://www.bbc.com/news/uk-england-york-north-yorkshire-40033077>

Sri Lanka. Le président a annoncé "de nouvelles enquêtes sur les prétendus centres de détention secrets dans le cadre d'une campagne visant à trouver des dizaines de milliers de personnes disparues encore après la guerre de plusieurs décennies du pays", a indiqué l'*AFP*. Le Comité

international de la Croix-Rouge "a déclaré qu'il avait enregistré 16'000 personnes disparues depuis la création d'une base au Sri Lanka en 1989", dont 5'100 personnes de sécurité listées comme disparues. <http://www.newindianexpress.com/world/2017/may/20/sri-lanka-offers-fresh-probes-into-civil-wars-missing-thousands-1607080.html>

Suède. En 2013, le journal suédois Dagens Nyheter a révélé que la police de Skane dans le sud de la Suède détenait une base de données de 4'700 personnes "montrant des liens familiaux et d'autres liens entre des milliers d'individus, principalement des Roms", a déclaré *Radio Suède*. La Commission suédoise de la sécurité et de la protection de l'intégrité a déterminé que ce «Registre des Roms» était illégal et, en mai, le chancelier de la justice a annoncé que, à la suite d'un procès intenté par onze personnes qui avaient été incluses dans la base de données, toutes les personnes inscrites recevraient une compensation de l'État des fonds de l'Autorité nationale de police. <http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=2054&artikel=6703595>

Turkménistan. *Crisis Watch* a signalé que le 4 mai, le président a licencié le procureur général «pour ne pas s'être occupé de la corruption» et le 12 mai «50 fonctionnaires de haut niveau du parquet» ont été «détenus et soumis à des procès diffusés sur les médias d'Etat». L'archiviste espère que l'organisation médiatique de l'Etat préserve soigneusement dans ses archives les émissions des procès.

https://www.crisisgroup.org/crisiswatch?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=f4182f471c-EMAIL_CAMPAIGN_2017_06_01&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-f4182f471c-359425329

Royaume-Uni. Paradise Village est «l'un des plus grands sites Web d'abus d'enfants» sur le Web noir. *The Times* a analysé le serveur du réseau Freedom Hosting II, "après que les noms d'utilisateurs, les adresses e-mail et les mots de passe ont été piratés par des vigiles anonymes et placés sur le Web ouvert." *Le Times* a estimé que jusqu'à 10'000 Britanniques s'étaient inscrits. Il a passé à la National Agence de la criminalité l'information "sur 50 utilisateurs britanniques, dont les paramètres de connexion semblent correspondre à ceux utilisés pour créer des profils sur Facebook et d'autres réseaux sociaux".

<https://www.thetimes.co.uk/article/child-abuse-network-had-10-000-uk-members-d665p2nwk>

Après une série d'allégations d'anciens joueurs de football, la Football Association (FA) a lancé une enquête en décembre dernier sur "l'abus sexuel historique des enfants dans le football", a déclaré *BBC Sport*. "Les chercheurs ont commencé à chercher dans 5'000 boîtes d'archives de la FA - chacune contenant jusqu'à 1'000 pages". <http://www.bbc.com/sport/football/39928510>

États Unis. Les Centres pour le contrôle des maladies (CDC) ont publié un rapport intitulé «Signes vitaux: disparités raciales dans la mortalité spécifique liée à l'âge chez les Noirs ou les Afro-Américains - États-Unis, 1999-2015». Selon les données du Bureau du recensement des États-Unis et ses propres informations, incluant son sondage annuel « par numéro de téléphone (téléphone cellulaire et fixe) basé sur l'état de la population américaine non institutionnalisée "de plus de 18 ans, il a constaté qu'il y avait moins de décès en 2015 par rapport à 1999 et la différence de mortalité entre les Américains noirs et blancs s'est amenuisée, mais en 2015, «les Noirs avaient encore des taux de mortalité plus élevés que les Blancs» pour toutes les causes de décès chez les personnes de plus de 65 ans. La CDC a conclu: "Des interventions universelles et ciblées sont nécessaires pour réduire les disparités de santé noir-blanc tout au long de la vie". https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/66/wr/mm6617e1.htm?s_cid=mm6617e1_e

Le Bureau de la responsabilité du gouvernement (GAO) a examiné «les données des plus de 91'000 membres en service qui ont été congédiés» du service militaire entre 2011 et 2015 et a conclu que «plus de 60% des militaires licenciés de l'armée pour inconduite entre 2011 et 2015 avaient été diagnostiqués avec un syndrome de stress post-traumatique, des lésions cérébrales traumatiques et d'autres problèmes de santé mentale tout en servant » dans l'armée. Les «cessations pour inconduite» (c'est-à-dire les licenciements involontaires) rendent les anciens combattants inéligibles aux soins de santé par l'entremise de l'Administration des anciens combattants. GAO a souligné que les fonctionnaires de l'Armée et du Corps des Marines disposaient de documents disponibles qui pourraient être examinés pour déterminer si les personnes proposées pour le licenciement ont besoin de soins de santé mentale, mais elles ne le font pas. <http://www.gao.gov/products/GAO-17-260>

Selon le *New York Times*, un bilan de surveillance annuel publié par le Bureau du Directeur du Renseignement national a rapporté que l'Agence de sécurité nationale "a éliminé plus de 151 millions d'enregistrements d'appels téléphoniques des Américains l'année dernière" et que "bien que le nombre soit énorme, il représente néanmoins une réduction massive de la quantité d'informations recueillies précédemment par l'Agence". Les implications archivistiques sont tout aussi énormes. https://www.nytimes.com/2017/05/02/us/politics/nsa-phone-records.html?_r=0

États-Unis / Pennsylvanie. En 1994, Shaurn Thomas a été reconnu coupable de meurtre et condamné à la prison à vie. Il a maintenant été libéré après «qu'un dossier d'enquête longtemps recherché par les avocats de la défense a été retrouvé dans une boîte dans un couloir du quartier général de la police», a déclaré le *New York Times*. "Le dossier comprenait des déclarations de témoins qui contredisaient les déclarations que M. Thomas était impliqué". https://www.nytimes.com/2017/05/25/us/shaurn-thomas-released-prison.html?rref=collection%2Fbyline%2Fchristopher-mele&action=click&contentCollection=undefined®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=3&pgtype=collection&_r=0

États-Unis / Porto Rico. Un document des Centres de lutte contre les maladies (CDC) obtenu par STAT montre que les CDC craignent que les responsables de Puerto Rico ne réduisent l'ampleur du problème de santé du virus Zika. Les CDC ont donné au ministère de la Santé de Porto Rico les fonds nécessaires à l'établissement d'un registre appelé le Système de surveillance Zika de la grossesse active et les critères à utiliser pour enregistrer de tels cas. Cependant, Puerto Rico a utilisé des critères moins stricts pour la saisie des données, laissant «aux femmes à Porto Rico et à leurs médecins ... une image incomplète du risque posé par Zika aux grossesses sur l'île ". <https://www.statnews.com/2017/05/01/zika-virus-porto-rico-cdc/>

Conférences et publications.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme invite tous ceux qui participent à la protection du patrimoine culturel à participer à un séminaire d'une journée, du 7 juillet de 10h00 à 18h00, sur «les moyens de prévenir, de contenir et / ou d'atténuer l'impact préjudiciable du dommage ou de la destruction de la jouissance des droits de l'homme, y compris les droits culturels. "Le séminaire aura lieu à Genève, Palais des Nations, Salle XIX; l'interprétation dans toutes les langues de l'ONU sera fournie.

Swisspeace et l'Université de Bâle ont annoncé que le cours intitulé «Faire face au passé et à la transformation des conflits» de 2017 aura lieu du 11 au 15 septembre à Bâle. Les inscriptions se terminent le 30 juin; contact academy@swisspeace.ch pour les détails.

Le *Journal nordique des droits de l'homme* invite à soumettre des articles pour un numéro spécial sur les méthodes de recherche liées aux droits des entreprises et des droits de l'homme (BHR) qui sera publié en 2018. «Le numéro spécial sera axé sur le potentiel interdisciplinaire de la recherche sur la BHR en invitant des contributions qui développent de nouvelles méthodes pour la recherche et l'analyse ou qui appliquent des méthodes pratiques dans les disciplines académiques». Pour plus d'informations, contactez-nous à hr-journal@nchr.uio.no

La 6ème Conférence annuelle du Réseau du dialogue historique, de la justice et de la mémoire se tiendra à l'Université Columbia à New York les 7-9 décembre 2017. Elle se concentrera sur la façon dont les discours publics sur la mémoire changent avec le temps. Pour plus d'informations, voir <http://historicaldialogues.org/2017-network-conference>

Lecture recommandée: Just Peace Labs a publié "Ethical Guidelines for PeaceTech". En mettant l'accent sur "les considérations éthiques et de sécurité liées à l'utilisation des ICT [Technologies de l'Internet et des communications] dans les pays post-conflit récents" ; il comprend des sections sur la "Sécurité et protection des données", "Collecte de données" et "Archivage". https://drive.google.com/file/d/0B_dok2SepWYeZk5OazJvYi1qVTEwUWhLR2IGclRueU5nM2tN/view

Une coalition d'organisations non gouvernementales d'Afrique et du Royaume-Uni a publié "Comptes honnêtes 2017: Profiter de la richesse de l'Afrique". En utilisant des données statistiques étendues, ils ont calculé «le mouvement des ressources financières vers et hors d'Afrique et certains coûts clés imposés à l'Afrique par le reste du monde "et a conclu que "beaucoup plus de richesses quittent le continent le plus appauvri du monde qu'il n'y en entrent".

http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/honest_accounts_2017_web_final.pdf?utm_source=Global+Justice+Now+press+release+list&utm_campaign=17a92094cc-EMAIL_CAMPAIGN_2017_05_17&utm_medium=email&utm_term=0_166972fef5-17a92094cc-288067141&mc_cid=17a92094cc&mc_cid=6149d72169

Eurasia Review a publié un court article intitulé «Combattre la falsification avec des empreintes digitales en papier». http://www.eurasiareview.com/26052017-fighting-forgery-with-paper-fingerprints/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Al Jazeera a publié un article photographique sur la violence sexuelle chez les enfants en Afrique du Sud, documentant les victimes et les auteurs, et "Une histoire des lynchages américains". http://www.aljazeera.com/indepth/features/2015/06/magazine-piece-sky-stories-child-sex-abuse-150609111422880.html?utm_source=Al+Jazeera+English+Newsletter+%7C+Weekly&utm_campaign=ebff903dc4-EMAIL_CAMPAIGN_2017_05_28&utm_medium=email&utm_term=0_e427298a68-ebff903dc4-225638537; and http://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/02/history-american-lynchings-170228114659211.html?utm_source=Al+Jazeera+English+Newsletter+%7C+Weekly&utm_campaign=45989e9820-EMAIL_CAMPAIGN_2017_05_14&utm_medium=email&utm_term=0_e427298a68-45989e9820-225638537

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :

trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner à la Newsletter, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cette URL : http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur <http://www.ica.org/en/public-resources/hrwg-newsletters>

(Traduction française : Cristina Bianchi)